

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

1<sup>re</sup> ANNÉE | N° 3

15 JUN 1924

PRIX : 2 FR.

## LES BEAUTÉS DE LA DICTATURE

### Contre l'intelligence

Venant après l'affaire Unanimo, l'affaire Dwelshauvers a péniblement ému l'universalité du monde pensant. Quel est donc ce pays où sévit la fureur gouvernementale des ennemis de la science et des lettres? En 1924, en Europe, qui croirait que l'exil de penseurs éminents pût être décidé, sous de futiles prétextes, par un gouvernement ambitieux de maintenir son pays au rang des nations civilisées?

— Je le dis aux Catalans : de telles rigueurs font plus pour leur cause qu'aucun plaidoyer.

On a toujours tendance à supposer que le citoyen gémissant sous l'injustice exagère, à dessein ou non, sa douleur afin de mieux émouvoir son auditoire. On doutera toujours que le martyr ait pu exister, comme on doutera de l'incroyable. L'incroyable est que le pouvoir d'un Etat européen puisse être aux mains des imbéciles. Mais qui donc en douterait, lorsqu'à l'unanime protestation des lettrés de l'univers, indignés par l'exil d'Unanimo, le gouvernement béotien du général Primo de Rivera répond par la destitution de M. Dwelshauvers?

On connaît les faits : ils ont été exposés dans le précédent numéro de ce journal. Ce savant belge travaillait à Barcelone à la tête du Laboratoire de Psychologie expérimentale. Ses recherches intéressaient de nombreux savants européens : des savants français, surtout. Primo de Rivera ignore ce que peuvent signifier ces deux mots associés : Psychologie expérimentale. On lui dit que ce savant belge honore de sa présence et du résultat de ses travaux la Catalogne tout entière; cela suffit à l'indigner! Il cherche un prétexte à l'éviction qu'il souhaite; un certain Viver le lui découvre : ces travaux, lui dit-il, ne servent à rien; ils intéressent spécialement des savants français; nous ne sommes pas chargés de travailler pour les savants de ce pays-là! Et l'on ferme le laboratoire de Psychologie expérimentale de Barcelone : Barcelone ne doit pas conserver une si grande importance intellectuelle; cela nuit au prestige de Madrid... Et l'on dit à M. Dwelshauvers : « Allez-vous-en! »

L'Europe a déjà jugé le procédé ; la Belgique entière a tressailli sous l'outrage. Les Français avertis de l'événement et de ses causes ont pu, à sa faveur, mesurer l'étendue des sympathies espagnoles à leur égard. Unanimo, dont le nom est partout respecté, après tout, était citoyen d'Espagne. Dangereux ennemi du Directoire il est expulsé brutalement de son pays sous un prétexte politique; on s'indigne; on n'a rien à dire : le gouvernement espagnol peut bien faire toutes les bêtises qu'il plaira à ses administrés de lui laisser faire. Tant pis pour l'Espagne, s'il lui plaît de se décapiter petit à petit. Mais Dwelshauvers est Belge. La mesure prise contre lui, pour stupide qu'elle soit, n'intéresse plus seulement l'Espagne; elle ne frappe point seulement la Catalogne : elle constitue un défi à l'intelligence européenne; elle porte atteinte à la liberté individuelle d'un citoyen étranger au pouvoir d'un général espagnol en colère; elle intéresse les élites de toutes les nations, et peut-être même les chancelleries. Sans rien exagérer, je considère ce petit acte d'autorité comme infiniment plus gros de conséquences que toutes les autres bêtises accomplies déjà par ordre de Primo, ministre d'Alphonse.

Or, on ne sait pas encore, parce que la grande presse n'en a rien révélé, en France, quelles conséquences immédiates il a eu en Catalogne. Les informations que j'ai reçues de la source la plus autorisée n'ont été encore publiées à Paris que par *L'Œuvre* et *L'Ère Nouvelle* : je les dédie aux intellectuels de France et d'ailleurs afin qu'ils comprennent bien l'intérêt qu'ils auront toujours à soutenir les gouvernements légitimes, et non les autres.

À la suite de la fermeture du laboratoire de M. Dwelshauvers, les professeurs des écoles catalanes, en grand nombre — ils étaient cent soixante — ont eu l'audacieuse pensée d'exprimer tout à la fois leurs sympathies et leurs regrets à leur confrère belge. Ils signèrent une adresse fort digne, mais sans violence, de solidarité intellectuelle. A cette manifestation toute platonique, le gouvernement régional de la Catalogne, aux ordres de Madrid, a répondu par une révocation en bloc des signataires de l'adresse. Facultés, collèges, écoles demeurent sans professeurs. Qu'importe à M. Primo de Rivera, qu'importe au sieur Viver? Ces messieurs n'aiment point l'intelligence, et le prouvent de leur mieux.

Mais ce qui est plus curieux, c'est que les étudiants catalans se sont aussitôt solidarisés avec leurs maîtres. Quatre mille d'entre eux font grève.

Ils ne suivent plus aucun cours. Et l'on a dû fermer, jusqu'à nouvel ordre, écoles et amphithéâtres. Or les écoles et établissements de culture catalane ne sont pas seulement fermés : ils sont morts. Tout l'effort de l'ancienne Mancomunauté en faveur des lettres nationales et des sciences est compromis par ordre de quelques brutes. L'attitude gouvernementale se révèle sous son caractère le plus indiscutable en présence de celle qu'ont adoptée les professeurs de Catalogne : ceux-ci n'ont pas hésité à sacrifier leurs situations, leurs intérêts personnels, à leurs sentiments du devoir et de la solidarité confraternelle. Ces deux attitudes jugent les deux civilisations catalane et castillane.

Aussi bien, la dignité, le courage civique ne sont point des vertus particulières aux lettrés de Barcelone et de Catalogne. Aux vexations qu'on leur préparait, les avocats catalans ont répondu de la même manière; ils ont coutume de s'exprimer dans leur langue nationale dans toutes leurs réunions privées; le général Lössado, gouverneur civil de Barcelone, jugea que cette tradition avait trop duré; et comme s'il s'adressait à de vulgaires sous-officiers, il donna l'ordre au Conseil des Avocats d'avoir à rompre avec elle. Le Conseil se démit aussitôt, et en entier, de ses fonctions. Réglé par cent quatre-vingt-deux voix contre trente et une, il repoussa les prétentions gouvernementales en refusant de s'y soumettre.

Ces incidents d'ordre intime démontrent mieux qu'aucune théorie où en est le conflit hispano-catalan; ils en révèlent les causes profondes; deux civilisations s'affrontent : l'une est éprise de libertés, l'autre est faite de contraintes. Ici l'intelligence; là, la force brutale. Il serait humiliant pour l'Europe entière que la force pût l'emporter. Les mêmes concours de sympathie dont a bénéficié l'Irlande s'empresseront auprès des Catalans, lorsque ceux qui les peuvent décider seront avertis d'une situation trop peu connue encore, mal comprise, et d'autant plus inimaginable qu'elle est, en un pays latin, en ce siècle, anachronique, au premier chef.

Les amis de la Catalogne sauront tôt ou tard obtenir la libération d'un noble pays et d'un peuple enthousiaste : c'est l'intelligence elle-même qui, sur un point du continent européen, est mise en péril par une dictature de soudards.

F. Jean-Desthieux.

## La Société des Nations répond à l'appel catalan

Ainsi qu'il était aisé de le prévoir, la Société des Nations n'a pas donné suite à la requête des Catalans, qui demandaient que les droits des minorités linguistiques leur fussent accordés. Elle n'interviendra en leur faveur que si elle y est invitée par l'Espagne. Cette dernière déclaration apparaîtra sans doute aux Catalans comme une assez désagréable plaisanterie. C'est un peu comme si l'on eût attendu naguère que les Anglais'intervissent en faveur des Irlandais pour soutenir les droits de ces derniers. Du point de vue protocolaire, il est évident que la décision de la S. des N. est inattaquable, la Catalogne n'était pas reconnue par elle comme une minorité, et l'Espagne pouvant s'y opposer d'une façon absolue. On voit par là que bien des injustices peuvent échapper à la S. des N. La Catalogne est désormais avertie de n'avoir à compter que sur ses propres forces pour faire cesser les persécutions linguistiques dont elle est l'objet. Il faut souhaiter vivement que le gouvernement espagnol renoncera à castillaniser un pays qui devrait pouvoir développer librement sa culture propre, parler sa langue et poursuivre ses traditions.

### L'Indésirable noblesse

*Mussolini a fait d'Annunzio prince. Et d'Annunzio le fasciste fut bien content. Primo de Rivera, désireux de tenir jusqu'au bout son emploi d'imitateur à deux mains, décida aussi de distribuer des titres de noblesse.*

*Voilà, se dit-il, un excellent moyen de faire oublier l'exil d'Unanimo; au grand poète catalan, Angel Guimera et au bon sculpteur Joseph Llimona il conféra sur beau parchemin des titres de récente noblesse.*

*Mais on n'achète point les consciences catalanes aussi facilement que les consciences espagnoles. Fièrement, le sculpteur et le poète ont renvoyé ces parchemins au bourreau de leur patrie. L'imitateur de Mussolini a-t-il compris la leçon?*

## L'ESPAGNE sous la vassalité financière Anglo-Américaine

On parle beaucoup, en Espagne, d'une société créée en vue de la construction de nouvelles lignes de chemins de fer, de l'aménagement des chutes d'eau et de la création de nouvelles industries. Ce groupe, qui a pris comme titre celui de *Société Espagnole d'Industrie et de Traction électrique*, a offert son concours à l'Etat, à la condition que celui-ci lui avance en bons du Trésor, livres sterling et dollars, une somme de trois milliards de pesetas-or. Et en échange de cette avance, ladite Société devra garantir à l'Etat 5 % d'intérêt net et 1 % d'amortissement, soit 180 millions de pesetas-or.

Un groupe financier, composé de banquiers et de capitalistes américains et surtout britanniques, se chargerait de négocier ces obligations dont le produit servirait à acheter en Angleterre et aux Etats-Unis toutes les matières premières nécessaires à l'entreprise. On connaît le besoin de l'Espagne de posséder un vaste plan d'utilisation des chutes d'eau, de construction de barrages, de canaux, de chemins de fer, indispensables à sa restauration économique. Les plus élémentaires moyens d'organisation économique ont placé la production agricole et industrielle espagnole dans une situation inférieure à celle des pays voisins.

Et pourtant il semble étrange qu'un Etat soit disposé à abandonner à un groupe étranger, qui a constitué une compagnie sans aucune garantie et dépourvue de disponibilités financières, une quantité aussi considérable de pesetas-or, sans avoir la certitude que le plan proposé par cette société corresponde aux besoins du pays. Le gouvernement de Madrid ne s'est pas demandé davantage s'il n'existait pas en Europe des gens assez entreprenants pour tenter l'exécution de travaux qui intéressent la vie économique de la nation ni si d'autres groupes financiers étrangers lui assureraient des garanties plus sérieuses. L'acceptation de ce projet, ses conditions, son importance et sa forme dans les propositions formulées signifient pour l'Espagne l'immixtion constante des Puissances anglo-saxonnes dans les affaires économiques du pays.

Il semble étrange qu'un projet de pareille nature ait pu être pris au sérieux par la dictature militaire actuelle qui prit le pouvoir en septembre dernier avec un plan complet d'assainissement politique, économique et financier. Mais cet étonnement devient de la stupeur à la pensée que ce projet ait reçu l'approbation des dirigeants madriliens. L'Espagne va-t-elle devenir un champ d'expérience économique étrangère et tomber sous la vassalité anglo-américaine? Les dangers de cette éventualité ne sauraient laisser indifférents nos dirigeants français de demain.

La France, jusqu'en 1924, est le pays qui avait le plus d'intérêts financiers en Espagne. Quand celle-ci dut, au siècle dernier, procéder à un emprunt extérieur, ce fut en France qu'elle le contracta. Le privilège de Banque Hypothécaire l'Espagne fut donné à un groupe. Jusqu'à la guerre mondiale les chemins de fer espagnols furent placés sous le contrôle de la France. Depuis 1919 la France a participé dans une très large mesure au développement industriel de l'Espagne et par exemple à l'exploitation des chutes d'eau des Pyrénées. Il est vrai que l'Espagne avait profité de sa neutralité pour faire rentrer une bonne partie de sa dette extérieure, nationaliser ses chemins de fer et conquérir une indépendance économique qu'elle n'avait jamais pu obtenir.

A en juger par le projet de la S. E. I. T. E. et par l'accueil qu'il trouve dans les sphères officielles, l'Espagne n'a pas été capable de consolider son indépendance économique acquise pendant la guerre. Elle tend à nouveau avec plus d'élan à aliéner sa vie économique et à annuler complètement sa propre activité. Cette modification portera préjudice à l'Espagne elle-même et à d'autres pays qui, comme la France, ont un intérêt politique et économique lié à ceux des nations voisines.

La soi-disant société s'adressera exclusivement à des maisons anglaises et nord-américaines pour l'achat du matériel nécessaire, à ses travaux et ces fournitures seront exonérées de droits de douane à leur entrée en Espagne. Ces dispositions, très préjudiciables pour l'industrie française, doivent inciter notre gouvernement à intervenir pour sauvegarder les intérêts et les droits de nos industriels français. Le traité de commerce franco-espagnol stipule la clause de la nation la plus favorisée. La France a donc le droit de s'opposer à ce que, sous forme directe ou indirecte, un régime favorise l'entrée en Espagne de marchandises étrangères. L'acquiescement de l'Etat espagnol à cette faveur entraînerait, en effet, l'annulation de nos conventions commerciales avec nos voisins et, par voie de conséquence, la suppression de nos importations en Espagne.

(L'Éclair-Paris.)

Gérard ALBRET.

## Nationalisme Anti-impérialiste

On doit déplorer que le même mot désigne deux mouvements tout à fait différents, comme celui d'un peuple qui lutte pour sa liberté et celui d'un autre peuple qui lutte pour en asservir d'autres. On les désigne indifféremment sous le seul mot de *Nationalisme*. Faudra-t-il étendre à la politique la théorie freudienne de « l'équivalence » des sentiments?

Le nationalisme impérialisme est une rengaine de l'ancien régime : il prétend établir des castes entre les peuples comme l'ancien régime en établissait entre les hommes. Il croit que la force est la base du droit et pour cela il est militariste. Son idéal, c'est la monarchie universelle : un maître et une armée dominant tous les peuples du monde pour le profit d'un seul.

Mais il existe un autre nationalisme. Celui-ci n'est que la tendance habituelle d'une nation à se libérer des ingérences extérieures, à se donner un état qui l'incarne et la défend. Ce nationalisme-ci est fils des idées libérales. C'est pourquoi qu'il naquit au XIX<sup>e</sup> siècle tandis que l'autre est aussi vieux que l'Histoire.

L'égalité entre les hommes qu'aucun code moderne n'ose nier, serait complètement illusoire si elle ne s'accompagnait de l'égalité entre les peuples, car l'homme n'est pas une abstraction, mais un être réel qui possède ses sentiments, sa langue et ses coutumes. Est-ce un régime démocratique, celui qui admet dans un Etat des citoyens de première et de seconde classe? Quand certains citoyens voient dans les lois civiles leur tradition juridique et que d'autres n'y trouvent que le démenti, quand les uns sont jugés par des tribunaux qui comprennent la langue des témoins et que les autres le sont par des tribunaux qui l'ignorent, quand les uns apprennent à l'école leur histoire propre et les autres l'histoire étrangère, quand les uns reçoivent leur enseignement dans la langue de leur mère et les autres dans une langue imposée, quand les uns sont gouvernants et les autres gouvernés, il est inutile que les Codes parlent d'égalité. Les libertés de réunion et d'expression de la pensée deviennent illusoire quand elles sont préalablement soumises au joug d'une langue étrangère. La liberté d'association devient un leurre lorsque la Loi ne reconnaît plus la plus permanente, la plus intime et la plus étendue : le peuple.

La déclaration des droits des peuples est une conséquence directe de la déclaration des Droits de l'Homme. Plus encore, elle en est le complément nécessaire, parce que ceux-ci ne peuvent s'exercer intégralement sans la reconnaissance de celle-là.

Dans tout mouvement d'émancipation nationale il y a une cause de liberté, c'est-à-dire matière à intéresser tous les hommes libéraux. Chez des peuples comme la France, constitués en Etat souverain et où bat une seule conscience nationale, le problème nationaliste ne se pose pas. Le mot prend un sens chauvin et agressif. Le nationalisme catalan n'est ni chauvin, ni agressif. Il ne lutte pour s'imposer à quiconque, mais seulement pour l'existence et la liberté d'un peuple.

Les amis et les admirateurs de la Catalogne ont suggéré l'idée qu'elle devrait se mettre à la tête de l'Espagne et la gouverner. On a appelé les Catalans les Piémontais de l'Espagne. Il n'y a aucune ressemblance : les Piémontais firent la troisième Italie parce qu'Italiens. Les Catalans ne pourraient régénérer l'Espagne qu'en cessant d'être Catalans, ce qu'ils ne peuvent faire, ou en catalanisant l'Espagne, ce qu'ils ne doivent ni ne veulent. Ils luttent contre l'impérialisme espagnol, mais ne rêvent pas d'un impérialisme catalan. La Catalogne veut se gouverner elle-même parce qu'elle y a droit, mais elle respecte le droit de l'Espagne à se gouverner ou... à ne pas se gouverner. La Catalogne veut se donner un régime démocratique, mais en respectant le droit de l'Espagne à se livrer, si bon lui semble, à un régime monarchique d'opérette viennoise ou à *quatre miles gloriosus* de comédie classique.

Le président Painlevé — dont nous ne voulons pas oublier en nos colonnes le titre de membre de l'Institut d'Etudes Catalanes — vient de rappeler dans son premier discours une déclaration applaudie en 1917 par toute la Chambre française :

« Nos revendications sont indépendantes du sort des batailles. Elles sont celles du droit même... la victoire leur permettra de triompher; elle ne saurait les accroître. »

Ces nobles paroles, le nationalisme catalan les applaudit et les signe également.